

faite du paragraphe 2 du projet de résolution E/L.1659. Nul n'a fait état d'un manque de crédits lorsque la question a été examinée en février.

49. M. LAVAU (Directeur de la Division du budget) dit qu'il comprend les préoccupations exprimées au sujet du contenu du paragraphe 3 du projet de résolution E/L.1658. Il faut assurer une plus grande cohérence entre la présentation du plan et celle des programmes. Bien que la budgétisation soit essentiellement un moyen de répartir les crédits entre les grands services organiques, on a demandé au Secrétariat d'examiner la possibilité de regrouper certains chapitres selon un modèle se rapprochant de celui du plan, en adoptant même une méthode horizontale dans certains cas. On procédera aux études nécessaires pour exécuter cette décision. Une analyse par programmes sera présentée dans la mesure du possible, mais il ne faut pas ignorer que des difficultés surgissent lorsqu'on tente de faire correspondre la présentation des répartitions des ressources aux services organiques et celle de répartitions plus précises. Les renseignements dont on dispose pour satisfaire aux exigences du paragraphe 4 du projet de résolution feront l'objet d'annexes aux rapports sur les activités budgétaires des institutions. Une méthode totalement analytique conduirait à une quantité immense d'informations détaillées, et la documentation risquerait de prendre des proportions excessives; en revanche, le Conseil et les organes intéressés disposeraient de plus amples renseignements.

50. M. G. A. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette que le Conseil n'ait pas trouvé la possibilité d'examiner les résultats de la quinzième session du CPC, tels qu'ils ressortent du rapport du Comité (E/5632). Le représentant de l'URSS espère que les observations du CPC sur les questions intéressant les domaines social et économique et celui des droits de l'homme seront prises en considération par l'Assemblée générale.

51. La délégation soviétique n'a aucune objection à l'adoption du projet de résolution E/L.1659 sans vote. Le représentant de l'URSS tient néanmoins à souligner que la question a été étudiée à la quinzième session du CPC. La délégation soviétique a exposé sa position au sujet du paragraphe 2 du projet de résolution devant le CPC et la Commission de la population; elle réserve la position qu'elle adoptera devant la Cinquième Commission, à la trentième session de l'Assemblée générale.

52. Le PRÉSIDENT informe le Conseil que l'expression "à ce sujet" doit être ajoutée après les mots "faire rapport", au paragraphe 3 du projet de résolution E/L.1658.

Les projets de résolution (E/L.1658 et E/L.1659) sont adoptés [résolutions 1945 (LVIII) et 1946 (LVIII)].

La séance est levée à 13 h 5.

1951^e séance

Mercredi 7 mai 1975, à 15 h 25.

Président : M. Iqbal AKHUND (Pakistan).

E/SR.1951

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Budget-programme pour 1976-1977 et plan à moyen terme pour 1976-1979 (fin) [E/5612, E/5613 et Corr.2 à 4, E/5614, E/5632, E/5660, E/5661 et Corr.2]

1. M. HOSNY (Egypte) se félicite de la décision unanime du Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.1658. Toutefois, la délégation égyptienne souhaite rappeler la résolution 7 (XXVI) adoptée par la Commission des stupéfiants (voir E/5639, par. 453), qui souligne le besoin d'attribuer un rang approprié de priorité aux programmes de contrôle des stupéfiants dans le système des Nations Unies. L'Egypte croit comprendre que le cinquième alinéa du projet de résolution E/L.1658 englobe cette question et qu'en appliquant ledit projet de résolution, on accordera un haut rang de priorité aux programmes de contrôle des stupéfiants.

2. M. BACHI (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation américaine est satisfaite de s'être jointe au consensus sur les deux projets de résolution E/L.1658 et E/L.1659. Elle aurait cependant préféré que ces projets de résolution soient formulés en des termes légèrement différents.

3. Au cinquième alinéa du préambule et au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution E/L.1658, il est fait référence aux délibérations et aux recommandations des organes subsidiaires du Conseil chargés d'examiner les programmes. A cet égard, la délégation des Etats-Unis souhaite rappeler la résolution 7 (XXVI) adoptée par la Commission des stupéfiants, dans laquelle le Secrétaire général est prié de tenir particulièrement compte des ressources demandées pour les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies en raison de la menace croissante que pose l'extension de l'abus des drogues dans diverses parties du monde. La délégation des Etats-Unis estime que la référence aux organes subsidiaires du Conseil contenue dans le projet de résolution permet de penser qu'il sera tenu compte de la résolution de la Commission des stupéfiants.

4. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) pense que l'on aurait pu améliorer le texte du paragraphe 2 du projet de résolution E/L.1659 et en particulier de faire apparaître plus clairement le rapport entre le programme de travail de la Division de la population et les ressources nécessaires. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a néanmoins décidé de se joindre au consensus, dans un esprit de compromis.

5. M. PETRONE (Italie) partage l'avis de la délégation de la République fédérale d'Allemagne sur la formulation du paragraphe 2 du projet de résolution E/L.1659. La délégation italienne réserve son opinion sur les propositions qui seront faites à l'Assemblée générale au sujet du renforcement des ressources consacrées à la Division de la population

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux statistiques

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (*fin**) [E/5659]

6. Le PRÉSIDENT rappelle qu'au paragraphe 10 du rapport du Comité économique (E/5659) figurent deux projets de résolution et un projet de décision que le Comité économique a recommandé au Conseil économique et social d'adopter.

7. Comme il est indiqué aux paragraphes 7 et 8 respectivement du document E/5659, le Comité a adopté, sans procéder à un vote, le projet de résolution I, intitulé "Programme de recensement mondial de la population et de l'habitation de 1980" et le projet de résolution II, intitulé "Classification type pour le commerce international (CTCI), Rev.2".

8. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite également adopter les deux projets de résolution sans procéder à un vote.

Les projets de résolution I et II sont adoptés [résolutions 1947 (LVIII) et 1948 (LVIII)].

9. Le PRÉSIDENT pense, à propos du projet de décision figurant au paragraphe 10 du document E/5659, qu'il n'est plus nécessaire que le Conseil adopte l'alinéa b, étant donné qu'il a adopté à la 1950ème séance une résolution englobant toutes les recommandations relatives au programme de travail faites par ses organes subsidiaires.

10. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite adopter l'alinéa a du projet de décision sans procéder à un vote.

L'alinéa a du projet de décision est adopté [décision 97 (LVIII)].

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (*fin**) [E/L.1626, 1631, 1632]

11. Le PRÉSIDENT annonce qu'on lui a demandé de suspendre la séance pendant quelques minutes afin de permettre aux divers groupes de se mettre d'accord sur les listes de candidats qu'ils entendent présenter. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil accède à cette demande.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 15 h 45; elle est reprise à 16 h 10.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (*fin***) [E/L.1626]

12. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder à l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats

d'Amérique latine pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1976. Il rappelle au Conseil qu'à la 1949ème séance un vote au scrutin secret a eu lieu pour pourvoir les deux sièges réservés aux Etats d'Amérique latine. Cuba a été élue et le Chili et l'Uruguay ont obtenu respectivement 23 et 14 voix.

13. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 69 du règlement intérieur, une nouvelle élection doit avoir lieu pour départager les deux candidats qui ont remporté le plus grand nombre de voix sans être élus, à savoir le Chili et l'Uruguay.

14. La Mission permanente de l'Uruguay a informé le Président que l'Uruguay ne souhaite pas se porter candidat pour ce siège. Néanmoins, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, le Conseil doit procéder à un vote restreint. Tout bulletin portant le nom d'un autre pays que le Chili ou l'Uruguay sera considéré comme nul.

15. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) signale que le représentant permanent de l'Uruguay, après avoir réaffirmé la position de son gouvernement à la 1950ème séance, l'a prié d'informer le Conseil que l'Uruguay n'avait décidé de se porter candidat pour l'un des deux sièges à pourvoir qu'au cas où aucun autre Etat ne ferait acte de candidature. Comme deux autres pays se sont portés candidats et que l'un des deux a déjà été élu, le Gouvernement uruguayen tient donc à souligner clairement une fois de plus qu'il n'est absolument pas candidat.

16. Le PRÉSIDENT, conformément au paragraphe 2 de l'article 69 du règlement intérieur, invite le Conseil à élire au scrutin secret l'un des deux candidats en présence.

Sur l'invitation du Président, M. K. Kolev (Bulgarie) et M. S. Nembe (Gabon) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret pour élire le deuxième représentant des Etats d'Amérique latine :

<i>Bulletins déposés :</i>	52
<i>Bulletins nuls :</i>	7
<i>Bulletins valables :</i>	45
<i>Majorité requise :</i>	23

Nombre de voix obtenues :

Uruguay	24
Chili	21

Ayant obtenu la majorité requise, l'Uruguay est déclaré élu membre de la Commission des droits de l'homme.

17. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) regrette profondément la décision que vient de prendre le Conseil, décision qui va à l'encontre du désir des pays d'Amérique latine et qui met dans une situation très embarrassante le Gouvernement uruguayen qui entretient des relations amicales avec la plupart des pays représentés au Conseil. Le représentant du Brésil affirme qu'il n'a encore jamais été témoin d'une telle procédure.

18. Le système des groupes régionaux et de la représentation géographique équitable n'a pas été établi au seul profit et pour la seule protection des Etats d'Amérique latine, mais également au profit et pour la protection de l'ensemble des Etats Membres de l'ONU. Cette violation flagrante de la procédure adoptée d'un

* Reprise des débats de la 1948ème séance.

** Reprise des débats de la 1949ème séance.

commun accord par les Membres de l'ONU aura sans aucun doute quelques répercussions sur les Etats d'Amérique latine et sur d'autres groupes d'Etats, répercussions qui ne peuvent être que néfastes.

19. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) aimerait savoir comment il peut se faire qu'un gouvernement qui a exprimé le désir de ne pas se porter candidat à une élection ait pu être élu.

20. Le PRÉSIDENT souligne, puisqu'on a fait allusion à la procédure adoptée, qu'il n'a fait que se conformer au règlement intérieur du Conseil. Quant à savoir comment un pays qui n'était pas candidat a pu être élu, il s'agit sans doute d'un de ces faits inexplicables propres à toute entreprise humaine. Il n'en reste pas moins que l'Uruguay a bel et bien remporté 24 voix et qu'en conséquence il doit être déclaré élu conformément au règlement intérieur. En tant qu'Etat souverain, l'Uruguay sera libre d'agir par la suite comme bon lui semblera.

21. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) insiste sur le fait que sa remarque relative à la procédure ne s'adressait pas au Président, qui s'acquitte de sa tâche de manière tout à fait satisfaisante. Force lui est pourtant de constater que les règles sont parfois stupides.

22. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il a eu beau étudier le règlement intérieur de très près, il n'a pas réussi à comprendre comment, en vertu de ce règlement, un Etat peut être considéré ou non comme candidat. Il aimerait donc avoir quelques éclaircissements à ce sujet ne serait-ce que pour protéger les intérêts de son gouvernement à l'avenir, au cas où celui-ci déciderait de ne pas poser sa candidature lors d'une élection quelconque. M. Kitchen souhaiterait par conséquent que le Conseil juridique veuille bien l'éclairer sur ce point.

23. M. SZASZ (Service juridique) indique que le règlement intérieur actuel ne contient aucune disposition spéciale stipulant la façon dont un Etat peut être considéré ou non comme candidat. Par conséquent, il semble qu'un Etat qui remporte le nombre de voix voulues peut être élu, qu'il ait ou non fait acte de candidature.

24. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que l'explication donnée par le représentant du Service juridique est tout à fait inacceptable. Par conséquent, la décision prise par le Conseil constitue à ses yeux une violation flagrante de la souveraineté des Etats et une atteinte à leur droit d'organiser comme ils l'entendent leur politique étrangère.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (E/L.1631)

25. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder à l'élection de 16 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1976.

26. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats qui sont, pour les trois sièges réservés aux Etats d'Afrique : le Mali, la Sierra Leone et la Tunisie; pour les trois sièges réservés au Groupe d'Etat d'Asie et Yougoslavie : Fidji, l'Inde, l'Iran, la Thaïlande et le Yémen; pour les trois sièges réservés aux Etats d'Amérique latine : la

Barbade, la Colombie, Cuba, le Guatemala et le Mexique; pour les six sièges réservés aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Autriche, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; pour le siège réservé aux Etats socialistes d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par acclamation, l'Autriche, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Japon, le Mali, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Sierra Leone, la Tunisie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

27. Le PRÉSIDENT invite ensuite le Conseil à élire au scrutin secret les représentants du Groupe d'Etats d'Asie et Yougoslavie et de celui des Etats d'Amérique latine.

Sur l'invitation du Président, Mlle P. García (Equateur) et M. C. van Tooren (Pays-Bas) assument les fonctions de scrutateur.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés :</i>	53
<i>Bulletins nuls :</i>	0
<i>Bulletins valables :</i>	53
<i>Majorité requise :</i>	27

Nombre de voix obtenues :

Mexique	44
Iran	42
Colombie	38
Inde	38
Yémen	36
Cuba	30
Barbade	21
Thaïlande	20
Guatemala	19
Fidji	15

Ayant obtenu la majorité requise, la Colombie, Cuba, l'Inde, l'Iran, le Mexique et le Yémen sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL ONU/FAO DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (E/L.1632)

28. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder à l'élection de quatre membres du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1976.

29. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats qui sont, pour le siège réservé aux Etats d'Afrique : l'Ethiopie, le Gabon et le Zaïre; pour les deux sièges réservés aux pays d'Asie : le Japon et le Pakistan; pour le siège réservé aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : le Danemark.

30. Le PRÉSIDENT indique que le Groupe des Etats d'Afrique a demandé que l'élection du membre à choisir parmi ces Etats soit reportée à une date ultérieure. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil accède à cette demande.

Il en est ainsi décidé.

Par acclamation, le Danemark, le Japon et le Pakistan sont élus membres du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial.

**COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

31. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire trois membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et se terminant le 31 décembre 1978.

32. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) indique qu'il n'y a pas de candidat pour le siège réservé aux Etats d'Afrique et d'Asie et que, pour les deux sièges réservés aux Etats d'Amérique latine, il n'y a qu'un candidat, le Chili.

33. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil déclare le Chili élu par acclamation et décide de reporter à une date ultérieure l'élection de l'autre membre à choisir parmi les Etats d'Amérique latine et celle du membre à choisir parmi les Etats d'Afrique et d'Asie.

Il en est ainsi décidé.

Par acclamation, le Chili est élu membre du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.

34. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, s'il avait été procédé à un vote au scrutin secret, il n'aurait pas voté pour le pays élu par acclamation.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen de l'ordre du jour provisoire
de la cinquante-neuvième session (E/L.1657)**

35. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-neuvième session, qui figure dans le document E/L.1657.

36. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session du Conseil a été établi sur la base du programme de travail que le Conseil a adopté pour 1975 par sa décision 64 (ORG-75). Un point supplémentaire intitulé "Questions relatives aux transports" doit être ajouté, conformément à la décision prise par le Conseil à la 1948ème séance de renvoyer cette question à sa cinquante-neuvième session.

37. Pour ce qui est de la documentation dont le Conseil sera saisi à sa prochaine session, les documents relatifs au tourisme seront examinés en liaison avec le point 9, et non pas avec le point 16; le Conseil sera également saisi des documents qui ont été portés à son attention au titre du point 10 de l'ordre du jour de la présente session, et qu'il a décidé de transmettre d'abord au Comité de l'examen et de l'évaluation avant de les examiner à sa cinquante-neuvième session.

38. Le rapport du Groupe de travail intergouvernemental du Comité de la science et de la technique au service du développement ne sera pas examiné à la cinquante-neuvième session, conformément à la décision prise par le Groupe de travail de reporter son examen à une date ultérieure.

39. Le rapport du Comité administratif de coordination (CAC) relatif aux systèmes d'information et au

fichier commun (CORE), mentionné à la page 3 du document E/L.1657, n'est pas un rapport d'activité et sera donc examiné en liaison avec le point 16 relatif à la coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies. En outre, le rapport du Groupe consultatif FAO/OMS/FISE sur les protéines ne figure pas parmi les rapports portés à l'attention du Conseil : le Directeur du Groupe consultatif sur les protéines et les calories (GCP) a en effet informé le secrétariat du Conseil que, étant donné le volume des informations récentes contenues dans les documents de la Conférence mondiale de l'alimentation, il n'a pas été jugé nécessaire pour l'instant d'établir un rapport supplémentaire. Par ailleurs, le Comité directeur du GCP, qui s'est réuni au Guatemala les 29 et 30 novembre 1974, a proposé que le rapport du GCP au Conseil revête une forme plus élaborée. A cet égard, il convient de noter que le Conseil a autorisé le GCP, au paragraphe 2 de sa résolution 1728 A (LIII), à lui présenter un rapport tous les trois ans "ou moins souvent si cela paraît plus approprié".

40. Par ailleurs, l'attention du Conseil est appelée sur les annexes I et II au document E/L.1657 où sont exposées, respectivement, les raisons pour lesquelles il est proposé de rayer le point concernant les structures régionales de l'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session du Conseil, et les considérations qui ont amené le Président du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (PAM) à demander au secrétariat de faire en sorte que la question de l'objectif que doivent atteindre les contributions au PAM soit inscrite à l'ordre du jour de la reprise de la session du Conseil qui doit se tenir à New York en automne, ce qui revient à demander au Conseil de ne pas achever l'examen de la question du PAM à sa session d'été et de le reprendre en automne.

41. Enfin, étant donné que, par sa décision 41 (LVII), le Conseil a décidé de faire exercer en 1975 par le Comité de la coordination des politiques et des programmes (CCPP) celles des fonctions du Comité du programme et de la coordination qui n'ont pas trait au budget-programme ni au plan à moyen terme, on a fait figurer l'ordre du jour provisoire des réunions communes du CCPP et du CAC dans le document E/L.1657. A cet égard, le Conseil est invité à approuver le thème de discussion des réunions communes proposé au paragraphe 2 de la page 3.

42. M. BRITO (Brésil) approuve le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session du Conseil, compte tenu des modifications signalées par le Secrétaire du Conseil.

43. S'agissant de l'ordre du jour provisoire des réunions communes du CCPP et du CAC, il estime qu'il aurait été peut-être plus judicieux que le Conseil demande aux deux comités de limiter leurs travaux aux aspects institutionnels de la question, afin que le Conseil puisse éventuellement disposer de propositions en la matière au début de sa session d'été.

44. M. MACRAE (Royaume-Uni) demande, en ce qui concerne le point 5, relatif à l'Année internationale de la femme, pourquoi le rapport de la Conférence mondiale figure à l'ordre du jour de la cinquante-neuvième session du Conseil étant donné que l'Assemblée générale, à sa trentième session, consacrera deux points de son ordre du jour à cette question.

45. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a été convoquée sous les auspices du Conseil économique et social, et que c'est donc à celui-ci qu'il appartient de décider de la suite à donner au rapport de ladite Conférence.

46. M. BRITO (Brésil) propose au Conseil de préciser le thème de discussion suggéré par le CAC, en insistant notamment sur les aspects institutionnels de la question.

47. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter simplement, à la fin du paragraphe 2 de la page 3 du document E/L.1657, le membre de phrase suivant : "y compris les aspects institutionnels".

48. M. MACRAE (Royaume-Uni) dit que, de l'avis de la délégation britannique, il conviendrait peut-être de laisser le CAC et le CCPP décider eux-mêmes des aspects sur lesquels leurs travaux devront principalement porter. M. Macrae approuve donc la proposition du représentant des Etats-Unis.

49. M. BRITO (Brésil) aurait préféré que l'on limite aux aspects institutionnels les travaux des réunions communes, mais peut néanmoins accepter la proposition du représentant des Etats-Unis.

50. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-neuvième session, tel qu'il figure dans le document E/L.1657, avec un point supplémentaire intitulé "Questions relatives aux transports", ainsi que l'ordre du jour provisoire des réunions communes du Comité de la coordination des politiques et des programmes et du Comité administratif de coordination, qui figure

dans le même document, compte tenu de l'amendement proposé oralement par le représentant des Etats-Unis (par. 47 ci-dessus).

Il en est ainsi décidé.

Examen du calendrier des réunions (fin)*

GRUPE D'EXPERTS DES CONVENTIONS FISCALES ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (E/L.1656, 1661)

51. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner la question de la révision du calendrier des réunions pour 1975, pour laquelle il est saisi des documents E/L.1656 et E/L.1661.

52. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) indique que le Président du Comité des conférences a adressé une lettre au Président du Conseil, l'informant que le Comité avait décidé à l'unanimité de recommander que le Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement tienne sa session au Siège, du 8 au 19 décembre 1975, et lui demandant de porter cette recommandation à l'intention du Conseil (E/L.1661).

53. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil décide que le Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement tiendra sa sixième session au Siège, du 8 au 19 décembre 1975.

Il en est ainsi décidé [décision 71 (LVIII), par. 2].

La séance est levée à 17 h 45.

* Reprise des débats de la 1941^{ème} séance.

1952^e séance

Judi 8 mai 1975, à 15 h 50.

Président : M. Iqbal AKHUND (Pakistan).

E/SR.1952

Participation à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (fin) [E/L.1662]*

1. M. KAUFMANN (Pays-Bas) appelle l'attention des membres du Conseil sur la lettre, en date du 6 mai 1975, adressée au Président du Conseil par le représentant des Pays-Bas, dans laquelle il est demandé au Secrétaire général de bien vouloir inviter, avec l'assentiment du Conseil, les gouvernements des Antilles néerlandaises et du Surinam à participer en tant qu'observateurs à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui doit se tenir à Mexico en juin 1975.

2. Le Surinam doit devenir indépendant avant la fin de l'année et posera sans doute sa candidature à l'Organisation des Nations Unies au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale. Les Antilles néerlandaises doivent elles aussi accéder prochainement à l'indépendance. Les gouvernements de ces territoires sont vivement intéressés par les ques-

tions qui seront traitées à la Conférence de Mexico et souhaitent participer aussi pleinement que possible à ses travaux. Des territoires placés sous la tutelle de l'Australie ayant été invités à participer en tant qu'observateurs à la Conférence (1945^{ème} séance), il serait souhaitable qu'une mesure du même ordre soit prise pour le Surinam et les Antilles néerlandaises.

3. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) appuie la demande du représentant des Pays-Bas. Les deux territoires en question doivent accéder prochainement à l'indépendance et le représentant du Brésil serait heureux de les voir participer à la Conférence mondiale.

4. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'autoriser le Secrétaire général à inviter les gouvernements des Antilles néerlandaises et du Surinam à participer à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme en qualité d'observateurs.

Il en est ainsi décidé [voir décision 73 (LVIII), par. 1].

* Reprise des débats de la 1945^{ème} séance.